

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Territoriale de Martigues  
Route de la Vierge  
13500 – MARTIGUES –

Martigues, le 18 février 2013

Rapport de l'Inspecteur des  
Installations Classées

- Objet** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.  
Delta Recyclage – commune d'Arles.  
Visite d'inspection du 20 décembre 2012.
- Ref.** : Arrêté préfectoral n° 69-2003 A du 29 juin 2004.
- PJ.** : 1) Projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société DELTA RECYCLAGE.  
2) Suites de la visite (fiches d'écarts, courrier à l'exploitant).  
3) Courrier de la mairie d'Arles à l'exploitant en date du 15 janvier 2013.
- Copie** : Ville d'Arles

La société DELTA RECYCLAGE exploite sur la commune d'Arles une installation de tri/transit de déchets non dangereux comprenant 3 bâtiments distincts, sur un terrain de 42300 m<sup>2</sup> conformément à l'arrêté préfectoral visé en référence.

**I – Visite d'inspection du 20 décembre 2012**

Lors d'un passage inopiné d'un inspecteur DREAL à proximité des installations, il a été décidé de programmer une visite d'inspection dans les dix jours suivants au vu des stocks importants de déchets à l'extérieur des bâtiments.

Cette visite a été programmée le 20 décembre 2012. L'exploitant a été prévenu de notre venue quelques jours avant.

La visite avait pour objet le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral notamment en ce qui concerne la nature et les volumes des déchets stockés à l'extérieur des bâtiments, les conditions de stockage de ces déchets, les moyens de lutte contre l'incendie.

A l'issue de la visite, les constats sont les suivants :

- Des stocks de déchets de bois, palettes, déchets verts sont visibles à l'extérieur des bâtiments,
- Des box sommairement aménagés avec une dalle béton contiennent une partie de ces déchets, triés par nature,
- Le reste de la plateforme n'est pas étanche, relativement propre même si on devine que certains déchets ont été stockés récemment sur le sol (traces de pneus, présence de branchage, morceaux de palettes ...),
- A l'arrière de la parcelle contre la clôture, en limite séparative, un tas important de déchets de bois, palettes, restes de meubles est en attente de broyage,
- La clôture grillagée est fortement endommagée sur plusieurs dizaines de mètres, probablement par des engins de manutention utilisés pour le broyage des déchets. Le site est facilement accessible depuis l'extérieur
- Un seul RIA est visible près des box, aucun moyen de lutte incendie près du stock de déchets en attente de broyage.

A noter que l'arrêté préfectoral définit dans son article 6.3 les conditions de stockage des déchets « Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimités, séparés et clairement signalés ».

Par ailleurs, l'article 6.4 stipule: «Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'établissement, doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs). En particulier tout stockage en vrac est interdit en dehors des bâtiments d'exploitation. »

En conséquence compte tenu des constats, deux fiches d'écart ont été dressées à l'issue de la visite (en PJ 2).

Dans le cadre de la démarche contradictoire, l'exploitant a apporté des réponses aux écarts susvisés en date du 15 janvier 2013.

### **III – Avis de l'inspection**

La fiche d'écart N° 1 a fait l'objet d'engagements de la part de l'exploitant pour une meilleure séparation et délimitation des aires de stockage. Parallèlement, le dépôt en Préfecture d'un dossier de mise à jour des activités exercées sur le site devrait intervenir prochainement.

La fiche d'écart N°2 n'a pas fait l'objet de réponse satisfaisante. L'exploitant nous explique qu'il stocke ces déchets à l'extérieur car il n'a plus de place à l'intérieur des bâtiments, alors même que ces déchets réceptionnés sont liés à une nouvelle activité classée sous la rubrique 2710, qui n'est pas mentionnée dans l'arrêté préfectoral visé en référence.

Par ailleurs, il semble que des riverains soient incommodés par des nuisances en provenance de la société DELTA RECYCLAGE, notamment des nuisances olfactives et sonores d'après le courrier de la mairie d'Arles en date du 15 janvier 2013 adressé à l'exploitant et reçu en copie à la DREAL Martigues le 14 février 2013 (en PJ 3). Ces plaintes peuvent se justifier compte tenu des activités exercées en dehors des bâtiments, telles que stockage, broyage, chargements / déchargements, ... des différents déchets.

En conclusion, les réponses à la fiche d'écart N° 2 ayant été jugées non satisfaisantes par l'inspection, elles font l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2004, jointe au présent rapport.

Nous proposons donc à M. Le Préfet des Bouches du Rhône de mettre en demeure la société DELTA RECYCLAGE de respecter dans un délai déterminé les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe 1 au présent rapport.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches du Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux.